****

**22e année – n°751**

**ACADÉMIE DES SCIENCES**

**MORALES ET POLITIQUES**

**LETTRE D’INFORMATION – *12 mai 2020***

***Coronavirus et système international***

**Georges-Henri Soutou**

Membre de l’Académie des sciences morales et politiques

Les grandes pandémies dans l’Histoire n’ont pas toujours eu un effet sensible sur l’évolution des relations internationales, c’est-à-dire d’abord sur les rapports de force et les hiérarchies entre les États et l’organisation plus ou moins formalisée de leurs relations. Bien entendu les conséquences pour la psychologie collective, la perception du monde ou l’expression littéraire et artistique ont pu être colossales, comme l’Europe du XVe siècle et son thème récurrent des « danses macabres » le montrent, mais ce n’est pas le point qui va nous occuper ici.

La Peste noire au XIVe siècle n’a pas empêché la Guerre de Cent ans de se prolonger pendant un siècle, mais il s’agissait en fait d’un processus difficile : le début du passage de l’Europe du système féodal à celui des États modernes, reposant sur un sentiment d’allégeance nationale. La « grippe espagnole » de 1918-1919, partie en fait des États-Unis, a été soigneusement camouflée, pour des raisons politico-militaires. Qui se souvient de la grippe asiatique de 1957, qui a tout de même tué 100 000 personnes en France ? Mais après la crise de Suez, en pleine guerre d’Algérie, et avant la crise de mai 1958, les Français, par ailleurs en plein boom économique, avaient d’autres sujets de préoccupation.

Mais la pandémie actuelle pourrait avoir des effets beaucoup plus marqués. Comme on ne peut pas en prévoir la durée ni les modalités, ni encore toutes les conséquences économiques et sociales, on doit rester néanmoins prudent. Trois remarques cependant vont nous guider. L’histoire des pandémies montre que généralement elles ne changent rien à la situation relative des pays ou des grandes zones géographiques (la Grande peste anglaise de 1665 n’empêcha pas le démarrage de l’expansion mondiale de la Grande-Bretagne, les multiples attaques du choléra au XIXe siècle n’empêchèrent pas l’Europe de dominer la planète, la grippe dite espagnole de 1918-1919 n’empêcha pas les Alliés de faire ce qu’ils voulaient). Simplement, par un processus darwinien, le fort devient plus fort, le faible plus faible.

Deuxième remarque : depuis la création de la SDN en 1919, et encore plus depuis celle de l’ONU en 1945, l’ensemble de la planète a adopté le mode de gestion multilatérale des affaires internationales qui était apparu timidement en Europe à la Paix de Westphalie en 1648, et encore plus à Vienne en 1815. L’ONU a créé l’OMS (Organisation mondiale de la Santé) et l’OMC (Organisation mondiale du commerce). Ces organismes, fondés en fait par les Occidentaux et selon leur modèle, ont rendu longtemps les plus grands services, aussi bien pour la santé mondiale et la lutte contre les pandémies que pour un minimum de règles du commerce international, à commencer par la non-discrimination et le respect des normes sanitaires, techniques, etc. Cela limitait les effets négatifs des blocages fréquents du Conseil de Sécurité.

Mais la montée en puissance des pays non-occidentaux dans ces organismes en ont profondément modifié les agendas et le mode de fonctionnement : on l’a vu à l’UNESCO à partir des années 1970 ; on l’a vu à l’OMC, où la Chine a obtenu la non-discrimination sans réelle réciprocité ; on le voit maintenant à l’OMS, qui a trop tardé à reconnaître un état de pandémie. On le voit également, soit dit au passage, au Comité des Droits de l’Homme de l’ONU.

Beaucoup de ces dérives étaient rationalisées au nom des fameuses « chaînes de valeur optimisées », grâce aux bas coûts de la main d’œuvre asiatique. Mais une chaîne a deux bouts, et la question de Lénine reste valable : qui tient qui ? Au départ les « chaînes de valeur » étaient en gros contrôlées par le partenaire occidental, à la technologie et à l’expertise supérieures, la Chine assurant le bas de gamme avec une main d’œuvre bon marché. Mais depuis les années 2010 ce n’est plus le cas : ce sont de plus en plus les Chinois qui contrôlent les chaînes, car dans beaucoup de domaines (informatique, réseaux à grande vitesses, batteries, panneaux solaires…), ils ont établi des positions dominantes.

En outre, on voit actuellement les inconvénients de la dépendance pour certains équipements médicaux, pour les principes actifs des médicaments, pour la 5G… La crise actuelle révèle donc et aggrave la crise déjà latente d’un multilatéralisme déséquilibré.

Troisième remarque : l’importance croissante de ce que l’on appelle le « régionalisme », c’est-à-dire la tendance que l’on constate, d’abord dans les années 1930 puis depuis les années 1950, au regroupement économique de grandes régions géographiques. L’Union européenne, bien sûr, mais aussi l’ASEAN en Asie ou le Mercosur en Amérique latine. La mondialisation a connu en effet des hauts et des bas, en fait trois grandes phases depuis le milieu du XIXe siècle, avec des reculs ou des temps d’arrêt. Ce n’est pas un mouvement univoque. Depuis quelques années les chiffres du commerce international montrent un accroissement plus rapide au sein de ces grandes zones qu’au niveau mondial. Mondialisation et régionalisation sont en relation complexe, et la crise actuelle, qui va probablement remettre en cause bien des secteurs (transport aérien, tourisme mondial de masse, chaînes de production mondiales) pourrait renforcer les tendances à la régionalisation.

A partir de là, que peut-on envisager ? D’abord pour les États-Unis, les créateurs du multilatéralisme d’après 1945. Or ils en sont revenus, dès les années 1970 d’ailleurs avec le « Choc Nixon » remettant en cause les Accords de Bretton Woods, quand ils ont compris qu’ils ne pouvaient plus gérer le dollar en donnant la priorité à leurs obligations internationales. Le Président Trump n’est pas le seul à dénoncer la distorsion du commerce mondial, et ses arguments ne relèvent pas uniquement de l’égoïsme national. On peut penser que la vitalité de l’économie américaine, et d’abord sa capacité d’innovation, permettront aux Etats-Unis de sortir de la crise en étant toujours la première puissance économique. Mais le problème est de savoir s’ils sauront résister à l’isolationnisme, et, sinon restaurer un multilatéralisme bien malade, du moins établir des relations équilibrées avec d’autres grandes régions, et d’abord l’Europe et l’Amérique du Sud. On pourrait alors passer du multilatéralisme à un « multirégionalisme » moins ambitieux mais plus viable.

La Chine a été le grand profiteur du multilatéralisme, après les États-Unis, et pourrait voir sa place relative grandir encore après une crise dont elle paraît devoir pouvoir sortir assez vite. Mais c’est pour le court terme : à plus long terme les déséquilibres de son modèle de développement, apparus crûment, et le durcissement du régime pourraient freiner sa croissance. Beaucoup dépendra des réactions de ses voisins en Asie-Pacifique, dont la crise paraît augmenter plus tôt leur désir de résister aux pressions chinoises, ainsi que de celles du Moyen-Orient, de l’Afrique, où tout le monde ne se réjouit pas de la pénétration chinoise, et bien sûr de l’Europe.

Celle-ci a un rôle crucial à jouer dans les réalignements en cours. La crise a plutôt marqué un manque de solidarité réelle entre les membres de l’Union européenne, affaiblie par ailleurs par le Brexit. Par la suite, cette tendance pourrait-elle être renversée ? Ce n’est pas sûr : les États se sont montrés plus réactifs et ont retrouvé leur rôle. Les lourdeurs des procédures bruxelloises et l’absence d’une *affectio societatis* suffisante, que les réactions des opinions ont soulignée, en font douter.

Il y a moins de doute pour la hiérarchie entre membres de l’Union : l’Allemagne et l’Europe du Nord se préparent à relancer l’activité beaucoup plus rapidement que la France ou l’Europe du Sud en général. Si cette tendance devait se confirmer, dans un an nous en verrions les conséquences économiques et financières...

Quant aux grandes orientations européennes, elles dépendront en dernière analyse largement de Berlin, comme ça a été en général le cas depuis 1871. Il y a débat : faut-il malgré tout renouer avec Pékin, comme le réclament beaucoup d’industriels ? Dans ce cas, l’Europe sera effectivement à terme un petit cap de l’Eurasie… Ou alors ne vaut-il pas mieux tenter de faire revivre un monde atlantique, aux valeurs occidentales au sens large, en accord avec Londres et Washington (si ces deux capitales en sont de leur côté capables…), et en lien avec l’Afrique, l’Amérique du Sud, la région indopacifique ?

Article à retrouversur le [site de l’Académie](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/2020/05/06/georges-henri-soutou-coronavirus-et-systeme-international/) et sur la [page de l’académicien](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/membres-titulaires/section-v-histoire-et-geographie/georges-henri-soutou/)

***Une pandémie à l’ère des technologies émergentes***

**Daniel Andler**

Membre de l’Académie des sciences morales et politiques

Cycle d’études « Technologies émergentes et sagesse collectives » ([TESaCo](http://www.tesaco.fr/))
porté par l’Académie avec le soutien de la [Fondation Simone et Cino Del Duca](http://www.fondation-del-duca.fr/)

La grippe de Hong-Kong de 1968-70, au moins aussi meurtrière que ne l’est à ce jour la pandémie Covid-19, n’a provoqué aucune convulsion comparable à ce que nous connaissons et a été vite oubliée. Le monde n’était alors pas si différent du nôtre — les babyboomers étaient déjà adultes, et sont encore en état d’en parler, ou de témoigner (c’est mon cas) qu’ils n’en ont aucun souvenir. C’est dire combien la distance temporelle est faible. D’où vient alors pareille différence d’impact ? a-t-on demandé ces dernières semaines, non sans intention polémique : nous serions devenus allergiques au risque, accrochés au principe de précaution comme à un gri-gri, incapables de penser la mort.

Si plusieurs facteurs ont joué, parmi lesquels une évolution des sensibilités et du climat politique, ainsi que l’allongement de l’espérance de vie, les technologies émergentes figurent sans doute possible au premier rang. Le terme rassemble des technologies qui à la fois émergent depuis quelques décennies et convergent en exerçant conjointement sur les activités humaines une force de transformation sans précédent. Il s’agit bien évidemment de l’informatique et des technologies de l’information et de la communication, y compris Internet, les moteurs de recherche, les bases de données et les réseaux sociaux (constituant ensemble ce qu’on désignera comme la « numérisphère »), mais aussi des biotechnologies, des nanotechnologies et des technologies liées au sciences cognitives, y compris l’intelligence artificielle et la robotique.

S’agissant de notre pandémie, ces technologies en affectent l’impact de trois manières. C’est d’abord la numérisphère qui place le désastre dans toute son étendue sous les yeux de tous, informant chacun à chaque instant et par mille canaux. Elle devient ainsi connaissance commune, par laquelle chacun sait que tous savent (tout en entretenant un doute permanent sur ce qui est confirmé, probable ou faux). Ce sont ensuite les progrès de la réanimation : balbutiante encore il y a un demi-siècle, elle ne disposait pas des outils biomédicaux rendus possibles par une combinaison de progrès en médecine et en ingénierie, appuyés sur l’informatique. La mort frappait plus vite, dispensant l’opinion du spectacle, insupportable désormais, de services débordés, réduits à « trier » les patients en condition critique. Enfin, nous disposons contre le SARS-CoV-2 et le Covid-19 d’armes plus puissantes que celles que nous pouvions opposer au virus H3N2 responsable de la grippe de Hong-Kong et à la maladie elle-même : les biotechnologies et nanotechnologies permettent aujourd'hui d’espérer la mise au point relativement rapide de médicaments et de vaccins, hors de la portée de la science d’hier. Même si l’on est loin d’être sûr que ces promesses seront tenues, et qu’elles ne le seront probablement pas à brève échéance, au fatalisme de l’époque, apaisant à sa manière, succède l’impatience inquiète. Et ici encore, la numérisphère intervient : d’abord parce que l’informatique et les données massives jouent un rôle décisif dans les sciences et technologies biomédicales ; ensuite parce que la collaboration mondiale entre centres de recherche repose sur les moyens de communication instantanée et le partage des données, et enfin parce que la propagation rapide des nouvelles entretient à la fois la compétition entre équipes et l’espoir dans la société.

Si la situation créée par la pandémie est influencée par les technologies, l’inverse est vrai : cette situation influe sur les technologies, en les poussant vers de nouveaux développements, de déploiements inédits, et plus encore sur la manière dont elles sont perçues. Elle nous force tout particulièrement à mesurer à la fois la profondeur de la transformation qu’elles ont commencé d’induire dans nos sociétés, et la fragilité de notre compréhension du phénomène. Sans doute était-il beaucoup question, avant la pandémie, de leurs effets, surtout pervers : faux et usage de faux à la puissance mille, silos informationnels, fossé numérique, ascension irrésistible des influenceurs, discrédit corrélatif des experts, constitution de colosses mondiaux d’un nouveau genre (GAFAM et BATX), érosion voire effacement de la sphère privée, extension du contrôle policier, etc. La pandémie amplifie tous ces effets et en fournit des illustrations à grande échelle. Comme la numérisphère, avec laquelle elle entre en résonance, elle est planétaire. Elle montre avec une précision nouvelle comment les idées dont la bizarrerie les maintenait autrefois confinées dans d’étroites provinces géographiques ou culturelles sont désormais diffusées dans l’agora globale, entravant le débat rationnel et gênant voire empêchant la décantation nécessaire à la prise de décision et à l’adhésion raisonnée par le public. Elle oblige enfin les critiques à ouvrir les yeux sur les bénéfices de la numérisphère, qui a transformé les conditions du confinement par-delà les pratiques déjà courantes dans les professions intellectuelles, et sur l’irréversibilité de la transformation qu’elle induit dans la population, même si les conditions d’accès sont aujourd'hui encore trop inégales.

Elle fait de même pour l’envers de la médaille. Nous éprouvons avec une intensité nouvelle les limites, les dangers, les effets pervers de la numérisphère, nous découvrons des formes inédites de lassitude, d’abrutissement causés par le flot des images et des paroles dont nous bombardent nos écrans. Nous constatons, et les spécialistes confirment, que les « télé-X » (où X est une réunion, conférence, un jury, un enseignement, une consultation médicale, juridique ou psychologique, voire un apéritif) provoquent une fatigue, une tension que la vraie rencontre ou, à l’autre extrême, le simple téléphone n’occasionnent pas.

La pandémie nous amène ainsi à nous interroger sur les équilibres à trouver pour le déploiement des dispositifs existants et plus encore sur les modifications à leur apporter, à toutes les échelles — depuis un « reset » (remise à zéro) d’Internet jusqu’aux questions de sécurité des plateformes de téléconférence, en passant par l’opportunité de déployer des apps de « tracking » du Covid. De même, notre dépendance vis-à-vis des GAFAM dans la conjoncture présente illustre avec une acuité particulière la crise de la souveraineté européenne. Faut-il les démembrer, comment pouvons-nous procéder, en avons-nous le pouvoir ? Faut-il instituer des filtres pour limiter la diffusion des mensonges, des faux et des idées folles, et comment le faire sans que le remède soit pire que le mal ?

Et c’est là que nous mesurons la distance qui nous sépare d’une compréhension adéquate des phénomènes de la numérisphère et des mutations que celle-ci impose à l’exercice du pouvoir. Pour la réduire, il nous faut des données, des méthodes, des concepts. Tout un ensemble de disciplines, depuis les sciences sociales, politiques et juridiques, jusqu’aux sciences cognitives et à la philosophie et à la médecine, doivent venir épauler les scientifiques et les ingénieurs qui se sont attelés à la tâche. C’est un défi qui n’a pas attendu la pandémie pour être relevé, mais dont l’urgence devient plus éclatante, on peut du moins l’espérer, aux yeux de tous, en tout cas à ceux des responsables de la recherche.

L’une des sources de réconfort dans la situation présente est la capacité des scientifiques à conjuguer leurs connaissances, leurs hypothèses, leurs idées et à constituer ainsi une intelligence collective qui embrasse et surpasse les ressources individuelles. Reste à savoir si cette intelligence collective des scientifiques peut s’étendre à la société entière. Aristote déjà admettait la possibilité qu’un groupe d’hommes, en conjoignant ce que chacun a de meilleur en matière de vertu ou d’intelligence, parvienne à davantage de vertu ou d’intelligence qu’aucun d’entre eux n’en détient (Politique, 1281b). L’idée a fait son chemin depuis, et depuis une vingtaine d’années politistes, économistes, logiciens, mathématiciens, psychologues, éthologues élaborent des modèles de processus collectifs de décision, de prédiction, de création pouvant suppléer à la délibération traditionnelle et à la décision par les dirigeants. Il ne s’agit nullement de faire tourner les tables en invoquant quelque esprit supra-individuel. Les ressorts de l’intelligence collective, en ce sens nouveau, relèvent de la rationalité la plus stricte. Ici encore la numérisphère joue un rôle essentiel. Elle est à la fois terrain d’observation et outil, tout en étant, inversement, enrichie par ces recherches ; elle peut devenir un espace de résonance de cette intelligence collective.

La pandémie nous encourage à explorer cette piste. Si le monde qui s’en relèvera ne dépend pas entièrement de nous, et s’il ne se fera jamais entre nous un accord unanime sur ce qu’il devrait être — et c’est heureux —, du moins devons-nous mobiliser toutes nos ressources pour élargir le répertoire des possibles. De l’intelligence collective peuvent émerger des configurations sociales inédites, adaptées aux conditions nouvelles, qu’aucun savant calcul ne pourrait produire. Encore faut-il assurer les conditions du déploiement de cette intelligence, ce qui nécessite en particulier plus qu’un réaménagement, un véritable « reset » de la numérisphère. Les éminents services qu’elle rend, particulièrement sensibles en ce moment, ne peuvent faire oublier qu’elle est aussi devenue un espace de surveillance, un espace d'influence et de manipulation largement géré par des algorithmes opaques au service d’intérêts particuliers, qui attisent les passions et sèment la discorde. Rien d’impossible pourtant à faire de la numérisphère un bien commun, propice aux valeurs de la démocratie et de la rationalité. Cela n’ira pas sans mal : l’affaiblissement de ces valeurs est à la fois cause et effet de la situation présente. Mais les mécanismes de renforcement qui nous y ont conduits peuvent jouer dans l’autre sens, et le processus s’inverser, si nous nous en donnons les moyens. La situation présente, relayée par la crise économique et sociale qu’on nous annonce et par l’urgence climatique, nous offre peut-être une fenêtre de tir.

Article à retrouversur le [site de l’Académie](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/2020/05/12/daniel-andler-une-pandemie-a-lere-des-technologies-emergentes/) et sur la [page de l’académicien](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/membres-titulaires/section-i-philosophie-2/daniel-andler/)

***Dans la presse et sur les ondes***

Dans une interview àl’*AGEFI Hebdo,* publiée le 7 mai, “***Une réponse collective à la crise est vitale pour l’UE***”, **Jacques de Larosière**  livre son analyse des ressorts de la crise et des conditions pour l’endiguer. Il rappelle que la crise du coronavirus n’a fait qu’amplifier la crise financière qui s’approchait, causée par l’excès d’endettement favorisé par une politique monétaire hyper-accommodante avec des taux zéro et qu'un changement de cap s’impose. En outre, la vulnérabilité de la France constatée à cette occasion doit inciter à remettre à plat notre dépense publique (53% du PIB) et à l’orienter vers des missions publiques essentielles. Dans l’immédiat, les États-Unis et les pays européens ont pris des mesures budgétaires massives pour faire face à la récession, auxquelles s’ajoute une politique monétaire très accommodante des banques centrales (FED et BCE). L’Union européenne a ouvert une ligne de crédit du Mécanisme européen de stabilité pour financer l’action sanitaire liée au virus et mis en place à la Banque européenne d’investissement un Fonds pan-européen de garanties lui permettant de déployer rapidement 200 milliards d’euros d’instruments financiers et elle a créé le SURE (support to mitigate unemployment risks in emergency) pour soutenir les actions en faveur de l’emploi. La Commission pourra émettre des obligations assorties de la garantie de tous les États membres, à quoi s’ajoutera un fonds de relance économique pour l’après-crise supérieur à 1000 milliards d’euros, qui, s’il est conçu de manière vraiment européenne, pourrait ouvrir la voie à l’établissement d’un Trésor européen capable d’émettre sur les marchés. Pour J. de Larosière, l’enjeu est bien de se doter d’une réponse européenne commune et de mettre un terme à la spirale sans fin de la dette pour redonner au taux d’intérêt naturel issu des forces du marché son rôle dans la résolution de l’équation fondamentale entre épargne et investissement.

Interview à retrouversur la [page de l’académicien](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/membres-titulaires/section-vi-section-generale/jacques-de-larosiere-de-champfeu/)

**Jean-Claude Trichet** a donné plusieurs interviews récemment.

Lundi 4 mai, il a participé sur [*France 24*](https://www.france24.com/en/)(canal anglais) à un débat avec l’ancien ministre grec des finances, M. Varoufakis, dans l’émission « The Debate », et il a souligné que l’Europe, devant le défaut de leadership du G20 et des États-Unis avait, au moment même de l’émission, pris l’initiative d’un appel mondial pour financer la recherche contre le virus. Tout en reconnaissant les difficultés internes de l’Europe et la lenteur de la mise au point du fonds de relance, il en a tiré argument pour montrer que l’Europe entendait jouer et jouait un rôle moteur dans la coopération mondiale contre la crise.

Mercredi 6 mai, M. Trichet a participé à une émission de BBC World et à une émission de World Service Radio.

Vendredi 8 mai, il a participé à un débat organisé par l’ISPI depuis Milan avec l’ancien Président du Conseil, Mario Monti, et le ministre italien des Affaires européennes, Vincenzo Amendola. Le débat a largement porté sur les questions européennes, les décisions de la BCE et les difficultés du financement du fonds de relance. Jean-Claude Trichet a estimé qu’il était maintenant impérieux de décider vite et que le débat sur les eurobonds, qui ne peuvent trouver de consensus, devait absolument être dépassé.

Interview du 4 mai à retrouver sur le site de [*France 24*](https://www.france24.com/en/europe/20200504-debate-who-pays-for-it-europe-s-response-to-covid-19-crisis)

Dans sa chronique du jeudi 8 mai, dans [*Libération*](https://www.liberation.fr/), **Alain Duhamel** constate ce « ***lourd malaise français*** » qui fait de la France « *la femme malade de l’Europe* » et des Français « *les citoyens les plus critiques d’Europe, et probablement aussi les moins gouvernables*». Toutes les enquêtes convergent : notre pays est le plus pessimiste, le plus anxieux, le plus mécontent, le plus défiant, le plus incrédule et le seul qui ne manifeste pas un réflexe d’unité vis-à-vis du pouvoir au cours de la crise que nous traversons. « *Dans le malheur, il y a décidemment une spécificité française, un lourd malaise français* ». Celui-ci s’exprime souvent par des prises de positions contradictoires et paradoxales : les maires se sont sentis insuffisamment responsabilisés puis trop, les experts médicaux ont été trop écoutés puis pas assez (pour la rentrée scolaire), la priorité de la santé sur l’économie a été exigée puis contestée. « *Nous sommes le pays d’Astérix* » plus que celui de Descartes : les Français n’aiment ni le pouvoir ni les pouvoirs. « *Nous n’aimons pas être gouvernés, ni semoncés, encore moins bousculés et sûrement pas dupés (….). (En France) le vote sanction est devenu un rite et le rejet de « la France d’en haut* *», une religion séculière* ». Cette posture s’exprime lors de chaque élection et dans les mouvements sociaux, « *électriques* » depuis les années 2000, et permanents depuis l’arrivée d’Emmanuel Macron au pouvoir. Aux fractures qui traversaient la société avant la pandémie, s’en sont rajoutées de nouvelles (entre ceux qui peuvent télétravailler et ceux qui ne le peuvent pas, entre les résidents confinés dans leur résidence secondaire et les autres, entre ceux qui veulent relancer la machine économique et ceux qui n’y croient pas). Bref, s’il est possible aux géographes d’assurer que la France est un pays au climat tempéré, « *les politologues ne le peuvent pas* ».

Chronique à retrouver sur le site de [*Libération*](https://www.liberation.fr/debats/2020/05/06/le-lourd-malaise-francais_1787589)

Dans un entretien à [*L’Express*](https://www.lexpress.fr/), le samedi 9 mai, **Éric Roussel** revient sur la « ***bombe Schuman*** » que fut la déclaration de celui-ci il y a 70 ans, comme le titrait à l’époque le journal *Franc-Tireur*. M. Roussel souligne combien ce projet autour d’une mise en commun de ressources concrètes a constitué le premier pas de la réconciliation franco-allemande et la première tentative de porter atteinte au dogme de la souveraineté absolue de l’État. Derrière le projet économique, il y avait une visée politique. L’objectif sur lequel se sont retrouvés Schuman et Monnet était la réintégration de l’Allemagne dans le jeu international et la formation en Europe d’un ensemble susceptible de contrebalancer le bloc de l’Est. Face à l’épidémie de Covid-19, le déficit de solidarité et de coordination européen montre que les institutions européennes doivent être repensées et que « *la méthode des petits pas de Monnet n’a pas débouché sur un projet politique qui gênait tout le monde.* »

Sous le titre *«****La fin de la guerre et la journée de l’Europe****»*,[*Ouest-France*](https://www.ouest-france.fr) publie le 9 mai, le texte que les présidents et la présidente des Parlements espagnol, français, italien et allemand dont **Wolfgang Schäuble**, membre associé étranger de l’Académie, ont signé en faveur de l’Europe à l’occasion du soixante-dixième anniversaire du plan visionnaire de Robert Schuman, élaboré cinq ans seulement après la fin de la guerre, « *dans une situation bien plus sombre encore que celle que nous connaissons aujourd’hui*  ». Ils soulignent que « *même dans un monde globalisé que la crise du Coronavirus aura complètement changé, aucune nation européenne n’existera par elle-même. L’Europe reste notre meilleur instrument pour nous affirmer efficacement en rassemblant nos capacités, et pour pouvoir ainsi façonner la réalité selon notre propre échelle de valeurs* ». Pour que le processus d’intégration européen soit effectif, il requiert que « *nous soyons toujours capables de nous mettre à la place de l’autre, d’intégrer sa perspective*. » Rappelant le rôle des parlements nationaux comme interface entre les populations et les institutions européennes, ils appellent à « *une Europe solidaire et démocratique, qui peut discuter en son sein, mais qui plus jamais ne se laissera diviser.*» Texte signé par Meritxell Batet, présidente du Congrès des députés en Espagne, Richard Ferrand, président de l’Assemblée nationale française, Roberto Tico, président de la Chambre des députés en Italie et Wolfgang Schäuble, président du Bundestag allemand.

Entretien à retrouver sur le site de *[Ouest-France](https://www.ouest-france.fr/reflexion/point-de-vue/point-de-vue-la-fin-de-la-guerre-et-la-journee-de-l-europe-6830026)*

Dans un entretien au *Monde* publié lundi 11 mai, « ***Nous devons faire vivre chaque jour le rêve républicain***», le grand rabbin **Haïm Korsia**, auteur de *Réinventer les aurores* (Fayard, février 2020), invite à concilier l’action et le rêve, en s’inspirant des poètes : Apollinaire et son « *Rallumer les étoiles* », Max-Pol Foucher qui écrit : « Le chemin le plus direct du point A au point B, ce n’est pas la ligne droite, c’est le songe. »

Entretien à retrouver sur le site du [*Monde*](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/11/haim-korsia-nous-devons-faire-vivre-chaque-jour-le-reve-republicain_6039301_3224.html)

**Mireille Delmas-Marty** est l’invitée de « L’Heure bleue » sur [*France-Inter*](https://www.franceinter.fr/emissions/l-heure-bleue) mercredi 13 mai à 20h : nous y reviendrons dans la *Lettre* 752.

***A écouter et réécouter***

« ***Et si la crise sanitaire était l’occasion d’en finir avec le baccalauréat ?*** » s’interrogeou plutôt répond **Jean-Robert Pitte** dans un entretien à «Affinités électives » publié le 7 mai 2020, qui fait écho à l’article publié par l’Institut de l’entreprise. Loin d’être provocatrice, sa proposition s’appuie sur une profonde réflexion entamée à la tête de l’Université Paris-Sorbonne et en tant que délégué à l’information et à l’orientation auprès du Premier ministre de 2010 à 2014. Il ne se contente pas de dresser l’acte d’accusation d’un diplôme qui, devenu “*chiffon de papier*”, fonctionne comme un piège pour des millions de jeunes mal orientés, mais invite à engager le chantier vital d’une vaste restructuration de notre système éducatif, passant par une revalorisation de l’apprentissage et de l’alternance.

Entretien à écouter (52’09’’) sur [*Canal Académie*](https://www.canalacademie.com/ida12407-Et-si-la-crise-sanitaire-etait-l-occasion-d-en-finir-avec-le-baccalaureat.html) Télécharger le [fichier mp3](https://www.canalacademie.com/emissions/afel294.mp3)

Retrouver l’article « ***Que nous inspire le bac 2020 ?*** » sur le [site de l’Académie](https://academiesciencesmoralesetpolitiques.fr/2020/04/30/jean-robert-pitte-que-nous-inspire-le-bac-2020/)

@Canalacadémies a choisi en ce lundi 11 mai de mettre à l’honneur **Alain Duhamel** et son ***Journal d’un observateur*** (2018) dans « Affinités électives »

Entretien à écouter (40’40’’) sur [*Canal Académie*](https://www.canalacademie.com/ida11973-Journal-d-un-observateur.html) Télécharger le [fichier mp3](https://www.canalacademie.com/emissions/afel294.mp3)